

Nicola Fehlmann accroche des pancartes nominatives aux arbres. Une démarche écocitoyenne pour protéger le patrimoine arboricole genevois. Portrait

# A chaque arbre son prénom

MAUDE JAQUET

**Environnement** ▶ C'est en pleine lecture improvisée au Parc la Grange que l'on retrouve Nicola Fehlmann. Un petit parterre d'enfants captivé suit l'histoire de la graine devenue arbre, racontée dans un livre animé. Des découpages japonisants en volume illustrent les premières feuilles, la belle saison, les couleurs orangées de l'automne. Avec précaution, Nicola déplie le ramage dénudé de l'hiver et celui abondant de l'été. Quelques mots seulement suffisent à accompagner cette magique évolution, jusqu'à la page vierge. L'arbre a disparu, comme un écho aux abattages en cascade contre lesquels elle se mobilise.

## Un arbre, un prénom

«Nous les adultes, nous voulons toujours transmettre des connaissances aux enfants. Mais ils en savent déjà beaucoup sur les arbres et la nature, ils la ressentent mieux que nous», explique la conteuse du jour, tandis que nous déambulons dans les allées du parc. En tête de cortège, Lila. Du haut de ses quatre ans, la fillette désigne fièrement plusieurs pancartes en carton accrochées aux troncs. La veille, les enfants sont passés par là pour donner un nom aux arbres du parc: Loulou côtoie désormais Lila, tandis qu'Aslan trône aux abords de la place de jeux. «Le tien, Lila, est le plus large de tous!», s'exclame Nicola en essayant d'enlacer le tronc majestueux, déclenchant les rires de l'enfant.

Donner des noms aux arbres de Genève, c'est l'idée de cette citoyenne énergique. Ou plutôt, une idée piquée au magistrat Antonio Hodggers. Le président du Conseil d'Etat, invité à réagir sur la question de l'abattage des arbres dans l'émission *Mise au Point* de la RTS<sup>1</sup>, relevait que l'on donnerait bientôt un nom et un droit à la vie à chaque arbre. Ni une ni deux, la pétillante quinquagénaire le prend au mot. Le lendemain, ses premières pancartes



«Nommer un arbre, c'est débiter une nouvelle relation avec lui. Tout le monde devrait le faire, mais avec les enfants c'est plus facile. Ils n'ont pas de barrière, ils comprennent instinctivement.» ERIC ROSET

fleurissent. Olga, Dalia, Misha et Georges ont été baptisés sur la place des Augustins. Un lieu particulièrement symbolique, puisque les arbres y étaient menacés par un projet de réaménagement, jusqu'à ce qu'une majorité du Conseil municipal de la Ville de Genève ne s'oppose à leur coupe. «Nommer ces arbres permet de créer une discussion avec les passants. Beaucoup s'arrêtent pour me demander ce que je fais, m'aider à fixer l'écriture. Et la plupart ne savent même pas qu'ils sont en danger!»

Loin d'être une excentrique, Nicola Fehlmann est active depuis quelques semaines seulement. Elle a rejoint des associations d'habitants et de citoyens sensibles à cette cause. Son électrochoc? L'annonce mi-septembre de la suppression de quatre-vingt arbres dans le cadre du projet de construction de la Chevillarde. «Jusqu'à là, je faisais partie des inconscients. J'aimais la nature, je recyclais... Mais quand j'ai vu cette annonce dans la presse, c'est devenu personnel. C'était un endroit que je connaissais. Je ne savais pas quoi

faire, alors j'ai pris une feuille de papier, un marker, et je suis allée me planter sur place avec une pancarte: «80 arbres à sauver. Juste ici, maintenant!»

## Une démarche citoyenne

Même si aucun arbre de la Chevillarde n'a pu être baptisé, faute de pouvoir accéder au terrain, le lieu reste emblématique de son combat. Peu satisfaite par le projet de 400 logements qui devront remplacer la propriété arborisée, elle appelle le Conseil d'Etat, qui a refusé son classement patrimonial, à faire

toute la lumière sur ce dessin. Pour sensibiliser le voisinage, elle se poste chaque jour devant les grilles de l'école toute proche à l'heure de la sortie des classes

Habitante du quartier et elle-même propriétaire d'une villa, elle se défend de protéger ici ses propres intérêts: «Ce n'est pas pour préserver ma qualité de vie et voir construire ailleurs, comme le prétend Hodggers (dans l'interview de la RTS, ndr), que je me mobilise. Je fais ça pour les enfants.»

## Des enfants et des arbres

Cette connexion avec la nature fait partie intégrante de sa façon de pratiquer son métier de thérapeute. Spécialisée dans le développement de l'enfant, elle propose des séances de thérapie holistique en extérieur pour les enfants et parents. De l'Afrique du Sud à la Suisse en passant par l'Australie, son parcours est une éternelle remise en question vers une éducation alternative. Pour elle, intégrer les plus jeunes dans sa démarche de sensibilisation sonnait comme une évidence. «Nommer un arbre, c'est débiter une nouvelle relation avec lui. Tout le monde devrait le faire, mais avec les enfants c'est plus facile. Ils n'ont pas de barrière, ils comprennent instinctivement.»

La démarche se veut participative. Sur les réseaux sociaux, chacun est amené à apposer sa propre pancarte sur un arbre qui lui est cher. Pour ceux qui ne peuvent pas le faire personnellement, Nicola réalise des commandes spécifiques.

A portée de main de chacun, le projet tisse un trait d'union entre les arbres et les citoyens. Ecrites dans toutes les langues, les pancartes sont aussi le reflet de la multiculturalité de la Genève internationale. A travers le canton, des «Je m'appelle» en anglais, allemand, espagnol, mais aussi chinois, arabe ou encore afrikaans se répondent désormais d'arbre en arbre. 1

<sup>1</sup> 13 octobre 2019

## Rassemblement de soutien au Chili

**Solidarité** ▶ «Le peuple uni jamais ne sera vaincu». Tandis qu'elle lève le poing, Rosa laisse échapper une larme. Fille d'immigrants chiliens ayant fui la dictature, elle n'avait pas imaginé reprendre ce slogan près de quarante ans plus tard: «J'ai vomi quand j'ai vu les images de brutalité militaire ces derniers jours.» Comme environ trois cents autres personnes, elle a répondu ce vendredi à l'appel de divers collectifs, dont les comités Mémoire et Justice et Soutien aux peuples originaires du Chili.



Environ trois cents personnes se sont rassemblées devant le Palais des Nations. LRH

Jeunes et moins jeunes, ils se sont rassemblés au crépuscule devant les Nations Unies pour marquer leur solidarité avec le peuple chilien. Armés de casseroles, slogans et autres chants, entre pancartes, drapeaux et bougies, ils ont rendu hommage aux quinze manifestants chiliens décédés, mais aussi à toutes les victimes de la répression militaire actuelle. «Nous demandons la dérogation de l'état d'urgence et le retour des militaires à leurs unités», a martelé Esteban Muñoz, du col-

lectif Nouvelles générations Chili, faisant écho à l'une des cinq exigences formulées par la plateforme chilienne Unité sociale.

Créée à Santiago ces derniers jours pour réunir les organisations sociales, cette structure demande aussi aux parlementaires chiliens qu'ils effectuent une grève législative jusqu'à la fin de l'état d'urgence. Le retrait de tous les projets de lois qui vont à l'encontre des droits sociaux, économiques et culturels

du peuple chilien est aussi requis, tout comme des mesures en matière de droits sociaux. Enfin, la convocation d'une Assemblée nationale constituante pour proposer «un nouveau modèle de développement national qui mette fin au système néolibéral injuste et abusif» est exigée.

«Les récents événements au Chili révèlent le véritable visage de ce capitalisme brutal appelé néolibéralisme», a exprimé le député d'Ensemble à

gauche Jean Burgermeister. «Solidarité avec la révolte chilienne, Piñera, démission!», a-t-il scandé, repris par l'audience. Le conseiller national Carlo Sommaruga a évoqué pour sa part «la chronique d'une explosion sociale annoncée», fustigeant la privatisation progressive du système public chilien après la dictature. L'élu national a formulé le vœu que «le Conseil fédéral promeuve les droits de l'homme aussi au Chili».

Sa collègue verte Lisa Mazzone a souligné elle aussi l'importance de s'emparer de tous les moyens de pression possibles: «La conférence COP25 qui doit se tenir au Chili cette année est une occasion en or. Des appels internationaux au boycott sont en cours. La Suisse doit refuser de participer tant que les militaires seront dans les rues.»

Les collectifs organisateurs du rassemblement ont par ailleurs annoncé la constitution d'une plate-forme suisse de soutien à Unité sociale.

LAURA HUNTER

## Willy Cretegy crée un nouveau parti

**Politique** ▶ Le vigneron Willy Cretegy lance un nouveau parti politique à Genève, le Nouveau Radical. Objectif: introduire une politique protectionniste, afin de protéger le climat et de défendre l'économie locale.

M. Cretegy, candidat indépendant à l'élection au Conseil des Etats, a récolté 7746 suffrages. Il avait obtenu 9157 voix lors de l'élection au Conseil d'Etat genevois de 2018. Des scores qu'il a qualifiés de «bons» vendredi devant les médias. D'où l'idée de poursuivre ses combats politiques avec la création, d'ici à la fin de l'année, d'un nouveau parti. «

Aujourd'hui, les choix ne sont qu'économiques au détriment de la santé, de l'environnement et de l'emploi. La concurrence et le low cost sont destructeurs», a-t-il dénoncé. Le Nouveau Radical va militer pour introduire une politique protectionniste, afin de permettre à la Suisse d'avoir ses propres règles et ainsi de protéger ses produits et ses res-

sources par ses propres normes.

**Selon M. Cretegy**, aucun parti, de gauche comme de droite, ne remet en cause le libre marché, à l'origine des problèmes climatiques. Le libre-échange favorise le transport des marchandises au détriment de la production locale ainsi que la surconsommation, avec des biens trop bon marché, a-t-il relevé. La suppression des taxes douanières permet aussi aux holdings, et non aux Etats, de se faire de l'argent.

En lançant ce parti, Willy Cretegy, par ailleurs président de l'Association suisse des vignerons-encaveurs indépendants, ambitionne de mettre ces questions à l'agenda d'autres partis au niveau fédéral. «Il y a urgence sur le climat», a-t-il souligné. Il espère aussi que Le Nouveau Radical présentera des candidats aux élections municipales genevoises de 2020 et cantonales de 2023.

ATS